



Communiqué de presse – 30 juin 2026

NOUVELLE INSPECTION CITOYENNE SUR LE SITE CHIMIQUE DE BASF À GENAY (69)

EN TOUTE IMPUNITÉ, BASF CONTINUE A PRODUIRE DES PESTICIDES INTERDITS EN FRANCE

Lundi matin, les Faucheuses et Faucheurs volontaires d'OGM se sont introduits dans les locaux du site chimique de BASF à Genay en vue d'une inspection citoyenne destinée à vérifier la présence de pesticides interdits en France.

Il a été découvert notamment un insecticide destiné à être commercialisé au Canada, le VERSYS, produit phytosanitaire contenant de l'afidopyropène, substance active interdite en Europe, et un autre insecticide destiné à être commercialisé au Brésil, l'EFFICON, à base de dimpropyridaz, cette fameuse substance active interdite repérée sur le même site en juin 2025.

Pour rappel, le dimpropyridaz est une matière active qui n'a jamais été autorisée en Europe, et qui a bénéficié d'une dérogation de 120 jours accordée par la ministre Genevard, et cela pour 2 insecticides : le Kadrion et le Verséon. C'est donc maintenant le ministre de l'agriculture qui se décrète agence d'évaluation.

A chaque inspection citoyenne réalisée chez BASF, que ce soit en mars 2022 et en juin 2025 à Genay, en novembre 2025 à St Aubin les Elbeuf, et encore ce lundi 29 juin à Genay, des pesticides interdits sont découverts dans leurs locaux.

Suite à l'action de juin 2025, des enquêtes ont été réalisées par la DREAL et la BNEVP. aucune suite pénale n'a été prononcée contre cette multinationale. Que sont devenues ces enquêtes ? Que font la Préfecture et le ministère de l'agriculture ?

La seule réponse des Pouvoirs Publics, c'est d'envoyer les forces de l'ordre contre les Faucheuses et les Faucheurs Volontaires. Que vaut une barrière renversée chez BASF, géant mondial de la chimie, face à l'écocide et l'homicide que provoquent les firmes agrochimiques et les biotechs qui continuent de s'enrichir en exportant leurs substances interdites « made in France », malgré tous les dommages humains et environnementaux que leur utilisation occasionne. C'est du colonialisme agrochimique

Face à un contexte de déréglementation française (lois Duplomb et d'urgence agricole, dérogations accordées par la ministre de l'agriculture...) et européenne (Omnibus 10, NTOGM...), les citoyennes et citoyens sont de plus en plus nombreux à se lever contre l'usage des pesticides. Les impacts de leur utilisation sont de plus en plus documentés, et ils s'amplifient, aussi bien sur la santé, les sols et la biodiversité, la qualité de l'air et de l'eau.

Les Faucheuses et Faucheurs volontaires

- **accusent BASF** de provoquer en toute conscience homicides et écocides
- **dénoncent la complicité** du gouvernement et de la ministre Genevard, et son **irresponsabilité** à décréter de nombreuses dérogations de pesticides CMR¹ ou/et interdits
- **exigent de l'État** qu'il prenne des mesures strictes pour empêcher la production et l'exportation de ces substances hautement toxiques, et que les pratiques de BASF soient condamnées.

Contacts presse : 06 84 88 57 88 – 06 41 41 51 54

Mail : pestogm@ecomail.fr

1 CMR : Cancérigène, Mutagène et Reprotoxique